

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Ca-bouge-dans-le-Reseau-Quelques-moments-forts-56226>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°82 > **Ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain**

8 septembre 2020

Ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain

Encore un trimestre bien rempli pour les militant.es antinucléaires. La compilation présentée ici ne prétend pas être exhaustive mais dresse un aperçu des mobilisations ayant pris place pendant le premier trimestre de l'année 2019. Pour alimenter cette rubrique, merci d'envoyer vos comptes rendus et photos d'actions à cette adresse : julien.baldassarra@sortirdunucleaire.fr.

Vous avez dit "opérations zone à évacuer" ?

Afin de sensibiliser la population sur les risques liés au fait d'habiter à proximité d'une centrale nucléaire, Sortir du nucléaire Bugey a lancé en mars 2019 un nouveau type d'action dans l'Ain. Facilement reproductibles et particulièrement efficaces, ces opérations s'inscrivent dans le cadre de l'extension des Plans Particuliers d'Intervention (PPI) passant de 10 à 20 km. L'idée consiste à apposer une pancarte sur chaque panneau d'entrée des communes concernées. Sur cette pancarte, les automobilistes peuvent lire : "ZONE À ÉVACUER EN CAS D'ACCIDENT NUCLÉAIRE MAJEUR".

Au-delà de l'aspect informatif, nous avons remarqué que nombre de personnes ont été davantage interpellées par cette formule quasi-officielle et relatant un fait objectif, qu'avec nos slogans antinucléaires classiques, plus polémiques. L'objectif demeure pourtant toujours le même : informer et alerter les gens sur le danger incarné par les vieilles cocottes-minutes atomiques comme la centrale du Bugey. Cette année, nous avons mené trois actions de ce type : le 11 mars pour la commémoration de l'accident de Fukushima, le 27 avril pour celle de celui de Tchernobyl, en lien avec le Réseau "Sortir du Nucléaire" - qui avait lancé un appel national pour cette opération - et le 15 juin.



Ces actions ont toutes eu un écho important au niveau des médias (avec plusieurs milliers de vues sur le net). Chaque fois, nous avons pu installer une bonne vingtaine de pancartes, aussi bien dans l'Isère que dans l'Ain. Mais le 15 juin, les choses se sont compliquées. Suite à un contrôle d'identité de routine, les gendarmes nous ont ordonné de retirer immédiatement toutes les pancartes, sous peine d'amende et de poursuite, au prétexte qu'il serait "interdit d'apposer ou de fixer quoi que ce soit contre les panneaux officiels". Nous avons argumenté et défendu cette action, en vain. Nous avons dû obtempérer. Le jour-même, l'un des militants a écopé d'une convocation à la gendarmerie du secteur pour recevoir un rappel très officiel à la loi et signer une déposition.

Suite à cette interdiction, nous nous posons bien sûr la question de comment nous allons poursuivre ces opérations. Une chose est certaine, ces opérations dérangent ! À tel point qu'un maire a même menacé de porter plainte contre Sortir du nucléaire Bugey car nous nous servions des panneaux de sa ville pour diffuser "des informations erronées et anxiogènes sur la centrale". Sûr que ce n'est pas très vendeur pour toutes ces communes dont les maires sont le plus souvent pro-nucléaires... Ainsi, nous dérangeons ? C'est plutôt bon signe. Alors, d'une manière ou d'une autre, continuons !

Jean-Pierre Collet, pour SDN Bugey

Boycott du débat public sur la gestion des déchets radioactifs : le jeu du dedans/dehors

Depuis avril et le lancement du débat public sur le Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs, des associations, des collectifs et des individus ont choisi de faire vivre la position retenue

par le Réseau. Pour rappel, en adéquation avec les ressentis et l'expérience de nombreuses composantes de la lutte antinucléaire ayant participé par le passé à ce genre de dispositif très balisé, la décision a été prise de boycotter nationalement la séquence dirigée par la Commission nationale du débat public (CNPDP), en laissant libre chaque groupe adhérent de participer ou non, pourvu qu'il porte la parole antinucléaire.

En théorie, cette cohabitation entre "boycotteurs" et "participants" reposait sur un équilibre fragile. En pratique, le jeu du "dedans/dehors" a jusqu'à présent été efficace. Les alliés antinucléaires qui souhaitent porter des arguments spécifiques sur tel ou tel sujet (Global Chance, France Nature Environnement, Greenpeace, etc.) peuvent s'exprimer dans les débats. Côté boycott, celles et ceux qui dénoncent une mascarade et s'opposent à un débat qu'ils qualifient de "bidon" choisissent, tantôt d'être visibles à l'extérieur des lieux des débats, tantôt à l'intérieur, en perturbant le bon déroulement des échanges, mais en veillant constamment à sanctuariser la parole des contributeurs qui dénoncent les dysfonctionnements de l'industrie nucléaire, alertent sur les risques de l'enfouissement des déchets radioactifs et défendent l'existence de solutions au stockage géologique profond.

Dans tous les cas, qu'ils boycottent ou non, à l'intérieur ou à l'extérieur des salles, les antinucléaires ont su marteler l'idée qu'avant de réfléchir à la gestion de déchets intrinsèquement ingérables, il faut cesser d'en produire et sortir du nucléaire.



À Lille (59), le collectif de Lilleradiée, ANV-COP21 et Extinction Rebellion ont ouvert le bal avec une action de perturbation réussie. Voici un extrait de leur communiqué de presse : "Dénonçant un débat qui condamne les citoyen.ne.s à cogérer les déchets radioactifs plutôt que de s'interroger sur la pertinence et l'avenir du nucléaire, une cinquantaine de militant.e.s ont investi la réunion de manière non-violente pour mettre en lumière ce tour de passe-passe démocratique. Ils ont rappelé haut et fort les méfaits du nucléaire, qualifié **d'écocide et de crime contre l'humanité**. Ils ont également chahuté les représentant.e.s du nucléaire pour empêcher leurs discours, considérés comme de la communication et non de l'information, en scandant "**Sortons du nucléaire, halte au faux débat !**" et "**On est plus chauds que Cigéo !**". En parallèle, ils distribuaient un tract expliquant leur position et celles des autres associations ayant décidé de boycotter le débat. Un des opposants a pris la parole pour affirmer qu'aucun débat ne sera possible sans une décision de sortie du nucléaire. Une heure après son commencement, le débat a été annulé par ses organisateur.trice.s.

À Bar-le-Duc (55) aussi, ils ont dénoncé ce que résume bien la Criirad : *“En matière de nucléaire, les débats publics ne sont pas instaurés pour rechercher les options les plus satisfaisantes pour l’intérêt général, mais pour donner un vernis démocratique à des décisions déjà prises.”* À l’intérieur, très vite, les militants, anti-nucléaires assis aux premiers rangs, ont applaudi, avec un entrain feint, lançant de faux *“Bravo !”*. Dehors un groupe avait déployé une banderole inscrite : *“Les déchets à l’Élysée !”* et au sol, sur des feuilles blanches, des messages : *“Débat public ? Enfumage garanti”, “Enfouissement des déchets nucléaires = explosion assurée”*.

À Valence, la Coordination antinucléaire sud-ouest a tenu elle aussi à se faire entendre, à l’intérieur et à l’extérieur, où l’on pouvait notamment lire un slogan qui fait mouche : *“le nucléaire ne fait pas débat, il tue !”*

Julien Baldassarra

Pas de Tchernobyl au Bugey

Pour marquer le 33e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, l’Association ContrAtom de Genève a convié la population le 26 avril dernier à un rassemblement devant le Consulat de France de Genève pour demander une nouvelle fois que la centrale nucléaire du Bugey soit mise à l’arrêt. Les personnes présentes ont ainsi apporté leur soutien aux autorités genevoises qui ne ménagent pas leurs efforts pour obtenir l’arrêt de cette dangereuse installation. Située à 70 km de Genève, les quatre réacteurs de 900 MW menacent toute la région, côté français et côté suisse.

Rappelons que la Ville de Genève, le Canton de Genève ainsi que quatre riverains ont — en janvier dernier — réactivé leur plainte contre l’installation nucléaire du Bugey auprès du Tribunal de Grande instance de Paris pour mise en danger délibérée de la vie d’autrui.



On ne peut que souhaiter que la mobilisation des Genevois prenne de l'ampleur car seule la pression du grand nombre permettra d'infléchir l'obstination des nucléocrates, comme l'a bien montré le dossier de Superphénix. À chaque incident touchant le surgénérateur une foule de manifestant.es descendait dans la rue pour demander l'arrêt de cette dangereuse installation ! Il faut dire qu'à l'époque nous étions bien aidés par les médias genevois qui suivaient de très près les péripéties de l'oiseau de malheur.

Les temps ont changé mais ContrAtom s'accroche et ne perd pas une occasion de monter au créneau, d'autant que la centrale nucléaire du Bugey représente un risque de plus en plus grand eu égard à son vieillissement : le réacteur numéro 2 commencera sa quatrième visite décennale (VD4) l'année prochaine. EDF souhaite que cet examen périodique débouche sur une prolongation de ce réacteur jusqu'à 50 voire 60 ans. Un comble quand on sait que ces réacteurs ont initialement été prévus pour une durée de vie de 30 ans, avec une marge de sûreté de 10 ans.

Erwin, pour ContrAtom Genève